

Bruxelles, le 1.12.2020  
C(2020) 8664 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 1.12.2020**

**relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République du Niger**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 1.12.2020

### relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République du Niger

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de la mesure individuelle en faveur de la République du Niger, il y a lieu d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la République du Niger pour la période 2014-2020<sup>4</sup>, qui établit les priorités suivantes : (i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la résilience (secteur 1); (ii) le renforcement de la capacité de l'État pour la mise en œuvre des politiques sociales (secteur 2); (iii) la sécurité, la bonne gouvernance et la consolidation de la paix (secteur 3); et (iv) le désenclavement des régions affectées par l'insécurité et les risques de conflit (secteur 4).
- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>5</sup> (ci-après l'«accord interne») consistent à promouvoir l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication en soutien du développement économique.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission C(2014) 3882 du 16.6.2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République du Niger.

<sup>5</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

- (5) L'action intitulée « Appui pilote à la Stratégie Niger 2.0 « Marche vers la société de l'information, marche vers la société de la connaissance » » vise à appuyer la mise en œuvre de la stratégie Niger 2.0 (notamment axe iii – création d'une cité de l'innovation et de la technologie, et axe iv – promotion du numérique) et appuyer le développement d'un enseignement du numérique de qualité, équitable et utile pour l'expansion des activités économiques.
- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (8) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.
- (9) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

##### *La mesure*

La décision de financement, relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République du Niger est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante : « Appui pilote à la Stratégie Niger 2.0 « Marche vers la société de l'information, marche vers la société de la connaissance » », figurant en annexe.

#### *Article 2*

##### *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 2 000 000 EUR, à financer par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

#### *Article 3*

##### *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>6</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24,

---

<sup>6</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 4*  
*Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions aux organismes mentionnés dans l'annexe sélectionnés conformément au point 5.4.1 de l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 1.12.2020

*Par la Commission*  
*Koen Doens*  
*Directeur général*  
*Direction générale de la coopération*  
*internationale et du développement*